

Noël Mamère : « L'écologie est le meilleur outil de lutte contre les inégalités »

Blaise Mao

Pour faire le bilan des élections municipales du 28 juin, marquées par une abstention record et la victoire des écologistes dans plusieurs grandes métropoles, nous avons pris le temps de discuter avec Noël Mamère, l'ancien maire de Bègles, qui a sorti début juin un nouveau livre, *L'Écologie pour sauver nos vies* (Le Petit Matin, 2020).

À défaut de courir les plateaux et les meetings, maintenant qu'il est un retraité de la politique, Noël Mamère occupe le terrain littéraire. Le 3 juin dernier, il publiait *L'Écologie pour sauver nos vies* (Le Petit Matin, 2020), un livre dans lequel il dresse des ponts entre les grands penseurs de l'écologie (en particulier Jacques Ellul et Bernard Charbonneau, les « personnalistes gascons » qui ont tant compté pour structurer sa pensée et son action), les nouvelles figures de la « génération climat » et sa propre expérience politique durant trois décennies.

À la rentrée, le 17 septembre 2020, c'est *Les Terrestres*, une BD reportage dont il est le personnage principal, qui sortira aux éditions du Faubourg. De Langouët en Bretagne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en passant par le Béarn, le candidat écolo à la présidentielle de 2002 y fait un tour de France à la rencontre des « *éclaireurs du monde d'après* ».

Mais c'est avant tout pour tirer des enseignements du second tour des élections municipales du 28 juin et se projeter sur l'échéance présidentielle de 2022 que nous l'avons sollicité. De l'abstention record des jeunes à la tentation coercitive de l'écologie, en passant par le risque que les nouveaux maires EELV mènent une politique « des centres-villes » au détriment des périphéries, Noël Mamère n'évite aucune question qui fâche. Et s'il reconnaît que l'écologie est clivante, il est convaincu qu'elle est la meilleure porte d'entrée pour faire advenir une « *société ouverte* » fondée sur le cosmopolitisme.

Usbek & Rica : Que reprenez-vous en priorité du second tour des élections municipales : la victoire des écologistes dans plusieurs grandes villes ou bien le taux d'abstention record (58,4%) ?

Noël Mamère : Cette élection vient confirmer la victoire culturelle de l'écologie. En France, les premiers signes de cette victoire remontent au mois d'août 2018 et à la démission de Nicolas Hulot, avec ce [réquisitoire terrible contre Emmanuel Macron en direct sur France Inter](#) : en 8 minutes, il en a peut-être fait plus pour l'écologie que notre famille politique en trente ans... Dans la foulée, il y a eu la grève de [Greta Thunberg](#) et [les marches pour le climat](#), qui ont contribué à faire de l'écologie le paradigme politique de ce siècle. Cela dit, je crois que les bons résultats des écologistes aux dernières municipales ne sont qu'une étape, importante certes, de la victoire politique à venir des écologistes. Évidemment, rien n'est définitif, surtout que les écologistes sont les spécialistes pour transformer l'or en plomb... Mais enfin ils ont aujourd'hui une responsabilité historique, celle du rassemblement.

Quand vous dites « rassembler », il faut comprendre « faire l'union de la gauche », c'est bien cela ?

Emmanuel Macron avait réussi à s'engouffrer dans l'impensé politique de la gauche et de la droite. Sauf que dans ce pays, il y a toujours une gauche et une droite ! Avec [la nomination de Jean Castex au poste de Premier ministre](#), on a la confirmation que le président de la République mène une politique de droite. On entend aujourd'hui que la gauche est en panne de projet, qu'elle n'est pas en capacité de produire un récit attractif pour les français... mais ce récit, c'est l'écologie ! Les questions de droits, de libertés, de

réduction des inégalités, de redéfinition du rapport Nord-Sud, qui sont celles posées aujourd'hui par les écologistes, ont historiquement été posées et incarnées par la gauche. **« Nous sommes en train d'assister à la jonction entre justice pour le climat et justice pour tous »**

Il s'agit donc de rassembler une gauche « écologisée » et, au-delà, l'ensemble des citoyens mobilisés. Car il ne vous aura pas échappé que les jeunes qui marchent pour le climat sont les mêmes que ceux qui se sont réunis devant le Palais de Justice de Paris le 12 juin dernier pour manifester contre les violences policières. Nous sommes en train d'assister à la jonction entre justice pour le climat et justice pour tous. Une exigence nouvelle est en train de se construire dans ce pays - notamment chez les jeunes - pour un modèle de société fondé sur l'éthique, le droit et la justice.

Marche pour le climat à Paris le 8 septembre 2018 / [350.org](https://www.350.org/) - [Flickr](https://www.flickr.com/photos/350org/) (CC BY-NC-SA 2.0)

Sauf que ces jeunes ne sont pas allés voter aux élections municipales. Au second tour, l'abstention a atteint 72 % chez les 18-24 ans, selon une estimation Ipsos-Sopra Steria.

Vous avez raison. D'ailleurs il ne faut pas que les écologistes comptent une seule seconde sur l'adhésion de ces jeunes à notre parti. Ça n'est plus ça le problème ! L'importance d'Europe Écologie Les Verts est en décalage total avec le poids des idées qui sont les nôtres dans la société. Donc c'est à nous, écologistes, d'être capables de formaliser politiquement les aspirations de ces jeunes qui n'ont peut-être plus le goût des urnes, mais qui ont de plus en plus le goût des autres.

Après, il faut aussi parler à tous ces gens qui sont, en quelque sorte, confinés politiquement. Celles et ceux qui souffrent tellement, pour qui les fins de mois sont comme des fins du monde, qui ne croient plus en rien - peut-être même plus au Rassemblement National - et qui ne veulent plus se déplacer. Cette démobilisation pose tout de même un vrai problème démocratique. Les élections municipales se sont inscrites dans un contexte de profonde crise de la représentation. L'abstention vertigineuse doit interpellier l'ensemble des partis et de la société. Il serait malhonnête, irresponsable, de la mettre sur le compte du contexte sanitaire. Cela dit, cette abstention massive n'enlève rien à la victoire des écologistes, qui aurait été encore plus importante avec une participation plus forte.

« Il ne faut pas cantonner l'écologie au municipalisme, elle est désormais territorialement enracinée »

Beaucoup d'observateurs ont vu dans la victoire des écologistes à Lyon ou Bordeaux celle d'un électorat bobo avant tout lassé de vivre dans des villes polluées. Partagez-vous cette analyse ?

C'est faux. La plupart des observateurs sont très conformistes et analysent ce qui est en train de se passer avec une grille de lecture du XXe siècle. Ils cantonnent l'écologie au municipalisme et n'arrivent pas à comprendre qu'elle est désormais territorialement enracinée. Bègles, par exemple, n'est pas une grande ville. C'est 26 000 habitants, une ville communiste pendant 30 ans avant que je n'en devienne le maire... À Bègles, comme à Colombes et dans plein de petites et moyennes villes, les écologistes ont largement dépassé les 10% ! Mais la plupart des observateurs continuent de faire passer l'écologie pour une politique qui convainc seulement les bac +10...

Maintenant, l'enjeu, c'est bien de convaincre le plus grand nombre que l'écologie est le meilleur outil de lutte contre les inégalités. C'est ce que j'appelle l'écologie populaire, un concept que je développais dans mon livre *Ma République* (Seuil, 2000). Prenez l'obésité et le diabète, deux des principaux marqueurs de la pauvreté aujourd'hui : ils sont tous les deux liés à la malbouffe, et tout ça coûte très cher à la Sécurité sociale. Pour lutter contre, on devrait faire de la prévention, s'engager dans l'agroécologie et sortir de la

consommation massive de produits transformés. C'est un exemple de ce que j'appelle, avec d'autres, la « justice environnementale ». Car aujourd'hui, c'est la double peine : les premières victimes de l'injustice sociale sont aussi celles de l'injustice environnementale. Qu'est-ce qu'on a construit à côté d'AZF et de Lubrizol ? Du logement social...

À Bordeaux, si Pierre Hurmic a réussi une *remontada* extraordinaire - de près de 8000 voix - entre le premier et le second tour des municipales, c'est en partie lié à ses positions très fermes sur le foot business. Il est allé à la manifestation des Ultramarines, les supporters historiques des Girondins de Bordeaux. Il a trouvé la porte d'entrée pour que l'écologie gagne les milieux populaires, il est venu sur le terrain convaincre que nous étions ceux qui pouvaient le mieux les aider.

L'autre leçon de ces municipales, c'est que l'écologie gagne grâce à des figures méconnues du grand public, et non grâce à des Verts historiques...

Absolument. Il y a quelques années, j'ai fait une conférence en compagnie de Jean-Louis Étienne dans un lycée de Châteauroux. Léonore Moncond'huy était là, avait pris la parole, et j'avais dit à Jean-Louis : « *Cette fille, si les petits cochons ne la mangent pas, elle ira loin...* » Et regardez, aujourd'hui, elle est maire de Poitiers ! C'est normal qu'une page se tourne, que des figures et des pratiques nouvelles émergent. La liste conduite par Pierre Hurmic était composée à 50% de membres de la société civile non encartés. Et à Toulouse, Antoine Maurice n'a pas gagné mais sa liste était composée en partie de citoyens tirés au sort. Les écologistes sont en train de consacrer de manière irréversible la participation des citoyens, qui vont enfin pouvoir se mêler de ce qui les regarde ! La Convention citoyenne pour le climat l'a bien montré : quand on informe les citoyens, qu'on leur donne accès à l'information et à l'expertise, qu'on les laisse libres de leurs choix, ils font preuve d'intelligence politique.

« C'est à nous d'apporter, dans les grandes villes, la preuve que l'écologie est d'abord au service des citoyens les plus vulnérables »

L'élection de cette nouvelle génération de maires peut-elle résoudre en partie la question sensible de la légitimité démocratique des élus, à seulement deux ans de l'élection présidentielle ?

Je ne sais pas si deux ans, ça sera suffisant ou pas. En tout cas, en politique, il n'est jamais trop tard. Ce qui est certain, c'est qu'Emmanuel Macron « n'imprime » plus avec les Français : il est maintenant assigné à résidence à droite et a perdu la confiance de la gauche. Donc en 2022, un candidat écolo peut être au second tour. Et c'est à nous d'apporter, dans ces grandes villes, la preuve que l'écologie est d'abord au service des citoyens les plus vulnérables. Prenez une ville comme Lyon : désormais, non seulement le maire est écolo, mais le président de la métropole aussi ! Donc dans cette ville, les écolos ont tous les atouts entre leurs mains, et je suis certain qu'ils sauront aussi s'occuper des périphéries et pas seulement des centres-villes.

Dans votre dernier livre, vous citez l'activiste John Jordan : « On peut faire tous les jardins partagés qu'on veut, si on n'arrête pas l'exploitation du pétrole, on les fera dans le désert ! Le problème de la classe moyenne écolo actuelle, c'est qu'elle n'est pas assez dans le conflit. » L'écologie, c'est d'abord un combat ?

Évidemment. Il faut arrêter avec cette idée selon laquelle l'écologie rassemble. L'écologie hérisse le poil du patronat, qui a demandé dès le début de la pandémie à ce qu'on réduise les normes environnementales. Elle pousse les amis d'Emmanuel Macron à s'allier à la droite au motif que nous serions un péril pour le pays ! Ça veut bien dire que l'écologie est un combat, un champ de bataille. Il y a dans ce pays des forces antagonistes - c'est normal dans une démocratie - et le rôle des écologistes, aujourd'hui, c'est de dire qui sont leurs adversaires, où ils sont, et avec quels partenaires ils veulent construire. C'est pour cela que je ne pense pas que le terme « transition » soit le plus

adapté. Il peut donner le sentiment que tout va se passer en douceur. Je préfère, comme l'économiste Gaël Giraud, parler de « reconstruction » écologique.

Qui sont les adversaires de l'écologie aujourd'hui ? Les grandes entreprises ?

Gaël Giraud, toujours lui, a raison de dire que les entreprises sont prêtes pour la mutation. Beaucoup d'employés sont déjà convaincus de sa nécessité. Surtout, le capitalisme est plastique, donc le jour où il trouvera enfin son intérêt dans des politiques écologiques - ce qui ne va pas tarder -, le jour où les actifs pétroliers seront des actifs échoués, les grosses entreprises seront bien obligées d'investir dans l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Gregory Doucet, Pierre Hurmic et les autres maires écolos qui viennent d'être élus ne sont pas les ennemis de l'économie. Si on lance un grand plan d'isolation des bâtiments publics, ça sera évidemment créateur d'emplois non délocalisables, et tant mieux ! Le problème concerne plutôt les banques. Aujourd'hui, dans les grandes banques françaises, en moyenne, pour 1 euro investi dans les énergies renouvelables, ce sont 7 euros qui sont investis dans les énergies fossiles... Là, il faut faire bouger les choses.

« Les écologistes sont des mondialistes qui veulent que le monde ne soit pas régulé par le marché mais par l'éthique et par le droit »

Dans votre livre, vous défendez la notion de « cosmopolitisme » qui « met en avant la responsabilité du citoyen (polis) envers la planète (cosmos), la force du métissage contre le droit du sang. » Peut-on gagner une présidentielle dans un pays comme la France, en 2022, en proposant une telle vision ?

Le cosmopolitisme est une idée mieux défendue dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. En France, beaucoup interprètent cette notion comme une forme de tolérance vis-à-vis de toutes les revendications identitaires, alors que le cosmopolitisme n'est pas du tout antinomique avec l'universalisme. L'écologie est une pensée holistique, globale, qui considère comme nécessaire la solidarité entre le Nord et le Sud. Un des slogans historiques des écolos, c'était « Nous n'avons qu'un seul monde ». Donc oui, les écologistes sont farouchement mondialistes, mais des mondialistes qui veulent que le monde ne soit pas régulé par le marché mais par l'éthique et par le droit.

Vous prônez une « société ouverte », insistant sur la garantie de « la double exigence des libertés individuelles et collectives ». Pourtant, le discours écologiste est souvent présenté comme coercitif. Comment l'expliquez-vous ?

Je dis souvent que je me sens autant à ma place quand je vais arracher un pied d'OGM dans le cadre de la désobéissance civile non violente que quand je marie deux hommes à Bègles. C'est une question d'égalité des droits. Les écolos sont de farouches défenseurs des libertés, et d'ailleurs la pensée écologique a été construite principalement par des libertaires. La devise de Jacques Ellul, c'était « Exister, c'est résister », parce qu'il avait compris que le progrès technique n'est pas proportionnel au progrès humain, que lorsqu'il n'est pas contrôlé et devient autonome, comme c'est le cas aujourd'hui avec la reconnaissance faciale, la technique peut se retourner contre le progrès humain.

« Dans tous les pays où la liberté d'expression est écrasée ou interdite, on a assisté à des catastrophes écologiques »

J'ai fait partie des six députés - et je m'en honore - qui ont refusé la prolongation de l'état d'urgence car, comme le dit mon ami Simon Charbonneau, « *Si tu ne fais pas gaffe, tu te réveilles avec Staline dans ton pieu...* » Quand on a voté la loi sur le prélèvement ADN, cela devait être réservé aux délinquants sexuels. Aujourd'hui, on le fait aussi aux syndicalistes et aux faucheurs volontaires...

Vous savez, dans tous les pays où la liberté d'expression est écrasée ou interdite, on a assisté à des catastrophes écologiques. En 1987, j'ai fait dans le cadre de mon émission « Résistance » une série de reportages autorisés et semi-clandestins en URSS. Peu de gens le savent mais, sur place, l'un des tout premiers mouvements de contestation

s'appelait « éco-Glasnost »... Eh oui ! L'assèchement de la mer d'Aral, ça a été décidé par qui ? Qui a fait ça pour devenir le premier producteur mondial de coton ?
La mer d'Aral asséchée / Arian Zwegers - Wikimedia commons (CC BY 2.0)

Ce qui est reproché aux écologistes, c'est aussi leur méfiance envers leur lecture technocritique du progrès...

On caricature souvent la pensée de Jacques Ellul en disant qu'il y avait quelque chose de quasi religieux dans sa critique de la technique, ce qui est complètement faux. Il est certain que la technique a une emprise sur nous. Or, dans une démocratie, il est essentiel que chacun puisse préserver sa part d'obscurité, d'intimité. Mais aucun écologiste ne dit qu'il faut refuser *a priori* la technique. La question importante, c'est d'abord celle du contrôle de la technique. Et de ce point de vue, l'échec de l'application StopCovid est une très bonne nouvelle ! Ça montre que les Français ont encore un peu conscience de là où peut les conduire ce type de déploiement technologique.

Puisque vous évoquez Jacques Ellul, comment lui et son ami Bernard Charbonneau, s'ils avaient été vivants, auraient-ils réagi en apprenant que leur ville, Bordeaux, était désormais écolo ?

Je suis certain qu'en leur for intérieur, Ellul et Charbonneau seraient ravis de la victoire de Pierre Hurmic à Bordeaux, d'autant que Pierre, comme moi, a été un étudiant d'Ellul à Sciences Po...

Je me souviens que quand j'ai été candidat à la mairie de Bègles, en 1989, ça l'avait beaucoup intéressé, même s'il avait une grande distance avec la politique. À la libération, il a été brièvement adjoint au maire de Bordeaux mais il a vite arrêté à cause de la bureaucratie. Il parle de cette expérience dans *L'illusion politique*, l'un de ses livres essentiels.

**« Ceux qui râlent contre la limitation à 110 km/h sur les autoroutes sont les mêmes qui beuglaient il y a vingt ans quand la ceinture de sécurité a été imposée »
Revenons à la question centrale de la liberté. Sur les questions de mobilité, par exemple, vous comprenez que les propositions des écologistes visant à limiter la vitesse sur les routes ou à supprimer certains trajets en avion puissent être interprétées comme une façon de réduire les libertés ?**

Ceux qui râlent aujourd'hui contre la limitation de la vitesse à 110 km/h sur les autoroutes sont les mêmes qui beuglaient il y a vingt ans quand la ceinture de sécurité a été imposée. Est-ce que la ceinture obligatoire, c'était une approche punitive ? Ça permet de réduire le nombre de morts sur les routes, non ? Nous défendons une écologie de l'émancipation et de la libération. Ce qui est punitif, c'est le système social et économique dans lequel on évolue, qui fabrique des inégalités à la pelle.

Pendant longtemps, les écologistes ont été considérés comme des sous-traitants de la social-démocratie. Puis on a limité leur périmètre aux questions environnementales parce que des images de militants s'enchaînant à des arbres faisaient le tour du monde. Mais ça n'est pas que ça l'écologie ! L'écologie est un vrai projet de société, au même titre que le communisme ou le libéralisme. Nous sommes peut-être en train d'assister à une mutation de la même ampleur que celle des Lumières. Politiquement parlant, nous sommes très « construits » : nous avons notre mot à dire dans tous les compartiments du jeu, pour parler comme mes ex-collègues journalistes sportifs.

Sur l'attachement des écologistes à la liberté, reconnaissez au moins qu'il y a un vrai déficit de pédagogie...

C'est certain. Pendant une longue période, nous avons été des producteurs d'idées. D'ailleurs, au passage, il nous est arrivé de faire quelques erreurs sémantiques. Quand on

a dit « Travailler moins pour travailler tous », on ne risquait pas de parler au type qui ne travaillait pas du tout... Je dirais qu'en gravissant les différents échelons de la démocratie, on s'est laissé entraîner dans une spirale de fonctionnement de parti, on a investi beaucoup d'énergie dans la sélection des candidats et abandonné la production d'idées. Aujourd'hui, je plaide pour qu'on ait des outils de formation pour tous les nouveaux élus, et qu'on puisse justement renouer le contact avec les intellectuels pour se concentrer sur les idées.

Noël Mamère et Cécile Duflot lors d'un meeting en 2010 au Cirque d'Hiver, à Paris / Marie-Lan Nguyen - Wikimedia Commons (CC BY 3.0)

Un certain nombre d'écologistes rejettent la notion d'humanisme. Pas vous. Au contraire, vous écrivez que « l'écologie est un humanisme intégral. » Qu'entendez-vous par là ?

Un vrai humaniste, c'est quelqu'un qui sort de l'idée de devenir « maître et possesseur de la nature ». Quelqu'un qui ne fait pas de l'homme le centre de la planète. Quelqu'un qui prend conscience qu'il est très dépendant du monde des vivants, comme le coronavirus nous l'a rappelé. Quelqu'un qui, finalement, acquiert une certaine modestie. Il faut lire Corrine Pelluchon sur les « autres qu'humains », Baptiste Morizot et son livre *Manières d'être vivant* (Actes Sud, 2020), et bien sûr Philippe Descola.

Je parle aussi d'humanisme intégral en opposition à l'idée très dangereuse d'écologie intégrale. L'écologie intégrale, c'est l'encyclique *laudato si* du Pape François, c'est la revue *Limites* : des gens avec qui vous pouvez être d'accord sur pas mal de choses, jusqu'au moment où vous comprenez qu'ils sont contre la contraception pour les femmes...

José Bové et Pierre Rabhi ne sont pas très éloignés de cette vision quand ils s'opposent à la PMA...

Effectivement, j'ai quelques vieux copains écolo de la période bordelaise, dont José, qui ne sont pas favorables à la PMA. Non pas pour des raisons religieuses ou morales mais philosophiques, parce qu'ils considèrent que la technique dévoie notre humanité, ou plus exactement qu'elle l'instrumentalise, qu'elle la « domestique » pour parler comme René Riesel.

Vous restez, à jour, le candidat écologiste qui a rassemblé le plus de voix à une élection présidentielle, avec 5,25% des suffrages en 2002. Quand vous voyez le succès des écologistes aux municipales, et plus largement la montée en puissance de la question écologique dans les débats, est-ce que vous n'êtes pas tenté de sortir de votre retraite politique ?

Non, il faut savoir passer la main. La politique est une drogue dure. Si on ne part pas à temps, on finit comme Gaudin, Chabban-Delmas ou Collomb, et ça devient tragique. J'ai été député pendant vingt ans et quatre mandats, et maire pendant 28 ans. C'est vrai que je suis parti au moment où, d'une certaine manière, ça devenait le plus intéressant, mais ce que j'ai vécu était passionnant. Rendez-vous compte : j'ai eu le privilège de porter le projet de société de ma famille politique à l'élection présidentielle ! J'estime que c'est un cadeau. J'ai été heureux dans ma vie de journaliste, heureux dans ma vie politique, et je suis heureux aujourd'hui.